



PREFET DE L'YONNE

PREFECTURE

SERVICE DU CABINET

ARRETE N° 2018-PREF-CAB-2018-0093
Mettant fin à l'interdiction de circulation
des véhicules de transport collectif d'enfants
sur le réseau routier de l'Yonne

Le Préfet de l'Yonne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU le code de la route ;

VU le code de la voirie routière ;

VU le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 225-1 ;

VU la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et des départements ;

Considérant les informations météorologiques émises par les services de Météo-France pour le jeudi 8 février 2018 pour le département de l'Yonne ;

Considérant l'amélioration des conditions climatiques, notamment l'absence de précipitations et des conditions de circulation sur les axes routiers redevenues normales ;

Après consultation des services concernés du conseil régional de Bourgogne-Franche Comté, du conseil départemental de l'Yonne, de la communauté d'agglomération de l'Auxerrois et de la communauté d'agglomération du Grand Sénonais ;

Sur proposition de Madame la directrice de cabinet,

ARRÊTE

Article 1 : La mesure d'interdiction de la circulation de tous les véhicules de transport scolaire sur l'ensemble des réseaux routiers et autoroutiers du département de l'Yonne prise pour le jeudi 8 février 2018 est levée, avec effet immédiat.

Article 2 : La directrice de cabinet, les sous-préfets, le commandant du groupement de gendarmerie de l'Yonne, le directeur départemental de la sécurité publique de l'Yonne, la présidente du conseil régional de Bourgogne-Franche Comté, le président du conseil départemental de l'Yonne, le président de la communauté d'agglomération de l'Auxerrois, la présidente de la communauté d'agglomération du Grand Sénonais sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Auxerre, le 8 février 2018

Le préfet



Patrice LATRON